

SUR LA TERRE COMME AU CIEL !

IL N'Y A PAS DE REFONDATION POLITIQUE QUI TIENNE sans refondation civique et morale. Il nous revient plus que jamais de quitter les eaux superficielles de la communication permanente pour explorer les eaux souterraines de nos convictions communes. Il n'y a pas de plus grande urgence pour le temps présent que de faire jaillir une nouvelle source humaniste pour notre démocratie.

Notre horizon est bouleversé par la conscience aiguë de la fragilité de notre humanité aux deux sens du terme : la dignité humaine et notre maison commune. La vocation du politique, dans cette décennie critique, est de sauver l'une et l'autre. La justice est le fil de vie qui relie ces deux combats. Nous pressentons la double attente d'une puissance publique régulatrice qui organise une gestion des ressources à la hauteur du péril climatique, et celle d'une conversion personnelle et sociétale inédite qui ne se limite pas à ce qui, dans le « colibrisme », s'apparente à la poursuite de la fiction libérale.

Démocratie et partage

Ces deux mouvements sont interdépendants. La « visée éthique » selon Paul Ricoeur est la « visée de la “vie bonne” avec et pour autrui dans des institutions justes² ». La fabrique des institutions est clairement le lieu même du politique. Une institution est juste lorsqu'elle permet à chacun d'accéder à « l'estime de soi, avec et pour les autres ».

À l'origine du mot démocratie, il y a un verbe grec qui signifie « partager la terre ». C'est, pour l'étymologiste Mariette Darrigrand, cette décision de « répartition » qui fonde le peuple – le demos – en lieu et place de l'ethnos. Cette source de la démocratie semble aujourd'hui tarie lorsque le sentiment d'un « nous » républicain s'abîme par le déséquilibre entre droits et devoirs, l'épuisement de l'État-providence ou encore la remise en cause de la contribution fiscale comme base de l'effort commun.

Le choix politique du partage est le seul qui *in fine* puisse résister au totalitarisme et au post-humanisme. Il est également ce chemin escarpé qui permettra la réussite de ces transitions justes qui sont nos « assurances-vie ». Une thèse documentée par les travaux en géopolitique de Pierre Blanc établit le lien sur le temps long et sous toutes les latitudes entre accaparement des terres, régimes autoritaires et pauvreté. Et celui entre partage des ressources, démocratie et prospérité. En ce sens, trois pistes peuvent être explorées pour redonner goût à la politique

L'individuation contre l'individualisme

La première est celle d'une individuation qui rompe avec l'individualisme comme idéologie culturellement dominante. Pour Cynthia Fleury, c'est dans l'accomplissement de sa vocation citoyenne que chaque personne est appelée à



Dominique Potier

député de la
5^e circonscription
de Meurthe-et-Moselle,
président d'Esprit Civique¹

consolider l'État de droit qui, tel un ruban de Möbius, lui garantit en retour sa liberté et son caractère « irremplaçable ». L'engagement est ainsi constitutif d'une société civique. Il est par essence, une révolte contre l'injustice. Une société de l'engagement suppose un apprentissage universel de la fraternité et de la sobriété. Elle appelle à sanctuariser des espaces et des temps libérés de l'imaginaire marchand et de l'influence de certains médias, dont nous mesurons chaque jour davantage qu'elle confine à l'emprise. Elle nous invite à créer des lieux où science et conscience puissent grandir côte à côte. Elle nous invite à générer, à côté de la famille et de l'école, une éducation populaire éclairceuse de la démocratie.

Une nouvelle hiérarchie de la fin et des moyens

La seconde piste touche à l'éthique du pouvoir. « La fin justifie les moyens » ? Erri De Luca témoigne de l'expérience contraire : « La façon dont on poursuit ses propres idéaux, ses programmes, son style de vie, décide si la "fin" est digne d'être réalisée. La sobriété, la modestie, le respect sont les éléments, les moyens qui justifient le but à atteindre³ ». Cette pensée originale nous invite à privilégier les processus inscrits dans le temps aux victoires éphémères qui nourrissent la désillusion, à lier l'action publique de l'État à une mise en mouvement en profondeur de la société civile.

En ce sens, le réenchantement de la démocratie sociale ne se limite pas à rétablir une concertation qui fut profondément abîmée lors des réformes de ces dernières années. Il suppose une boussole éthique. À titre d'exemple, se donner comme objectif le souci d'une

égale espérance de vie pour tous après la retraite et celui d'un équilibre des comptes publics.

La démocratie est un processus vertueux pour notre économie, publique et privée. Il y a ainsi un bénéfice à considérer les salariés comme partie constituante de l'entreprise tant à travers le dialogue professionnel que par une véritable « codétermination à la française ». Le travail digne par une échelle des salaires décente, l'aménagement du territoire pour réduire les fractures et prévenir les risques, l'humanisation des services publics sont autant de nouvelles frontières démocratiques pour notre pays.

Vers une souveraineté solidaire

La dernière piste est le passage de la communauté politique à la communion universelle. C'est celle d'une « souveraineté solidaire » pour reprendre la belle formule de Mireille Delmas-Marty, que nous pouvons opposer tant aux impasses d'une souveraineté solitaire qu'à une globalisation sans âme et sans peuple.

Cette voie d'un nouveau multilatéralisme en matière de justice fut un temps mise en œuvre par l'Union européenne à travers un ensemble de directives humanistes, comme celles portant sur le devoir de vigilance des multinationales ou encore la naissance d'une nouvelle comptabilité économique grâce à une taxonomie commune de la responsabilité sociale et environnementale. Mêmes combats avec la lutte contre la déforestation importée et celle contre le travail des enfants. Cette dynamique est aujourd'hui fragilisée, non seulement par la montée des droites mais également parce que ces combats n'ont pas été portés par un récit populaire.

Nous sommes au défi d'une pédagogie de l'universalisme et de l'enracinement : un idéal démocratique qui relie nos territoires de vie – « nos petits pays » – au « grand pays », notre Nation, à notre Europe et notre planète. Qui réconcilie nos combats au bout de la rue avec ceux du bout du monde.

Ces pistes à peine esquissées n'épuisent pas une des conditions clés d'une civilisation fondée sur le partage.

La démocratie n'est pas réductible à un code de civilité entre individus et à la régulation non violente du rapport de force entre des idéologies et des groupes sociaux. Elle est le lieu, nous l'avons vu, où s'articulent l'engagement personnel et la quête collective du bien commun. Sa pleine puissance est un décentrement. « Sommes-nous les gardiens de nos frères ? »

C'est le sens profond des « constituantes » qui, dans le même geste, instituent la liberté et lui donnent des limites par le haut, à travers un socle de principes irréductibles, et par le bas, en garantissant la vitalité de la société civile. Si notre Constitution nous affranchit de l'ordre naturel et de tout absolutisme, elle est de façon consubstantielle l'expression d'une forme de transcendance.

En quoi cette dimension spirituelle constitutive de la démocratie peut-elle nous aider aujourd'hui ?

Une terre promise

J'ai longtemps cru que l'expression « l'alpha et l'oméga » qui emprunte à la première et à la dernière lettre de l'alphabet grec signifiait une chronologie. Ce fut donc une joie de découvrir le sens profond de cette formule, celui du commencement et de la fin dernière.

La spiritualité est ce mouvement même : elle est au sens étymologique ce qui « anime » notre passage sur terre.

Le génie de la laïcité est de fixer un cadre protecteur de la liberté individuelle et de l'espace public. Il doit aussi permettre que les traditions spirituelles soient un creuset dans la quête de sens et de vérité pour chaque personne et pour notre société.

« Il n'y a pas de plus grande urgence pour le temps présent que de faire jaillir une nouvelle source humaniste pour notre démocratie. »

Le rejet systémique des sources spirituelles crée une illusion de liberté qui précède la servitude. L'ère du vide est celle de l'idolâtrie. Culte de soi et culte du marché font la paire et fragilisent à l'envi le principe démocratique.

La dimension spirituelle de nos vies ne relève pas que de la sphère privée. Elle est ce qui nous éveille à la fraternité. Elle est ce qui nous permet de la vivre en nous ouvrant à d'autres compartiments de l'existence que le matérialisme. C'est un enjeu public : faire que l'engagement politique soit une terre promise pour la génération qui vient. ●

1. Esprit Civique est un think tank personnaliste qui a créé le diplôme universitaire « Humanisme et politique », parrainé par Jacques Delors, en lien avec les Facultés Loyola Paris, l'Université Catholique de Lille et le Campus de la Transition.
2. Paul Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990, p. 202.
3. Collectif, *Qu'est-ce que la gauche ?*, Fayard, 2017.